

**N° AP 24/84**

## **ARRETE**

### **ARRETE PORTANT CLOTURE DE L'INSTRUCTION ADMINISTRATIVE TARIFAIRE DES DROITS DE PORTS APPLICABLES AU 1ER JUILLET 2024 DU PORT DE TOULON- LA SEYNE-BREGAILLON (CONCESSION PLAISANCE)**

**Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code des Transports et en particulier ses articles R5321-11 et suivants,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** les propositions de modification des tarifications 2023 portant sur les droits de ports applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2024 de la concession plaisance du port de Toulon - La Seyne-Brégaillon,

**VU** le certificat d'affichage établi par le concessionnaire en date du 27 juin 2024,

**VU** l'avis réputé favorable de la Préfecture du Var, consultée par courrier en date du 23 mai 2024,

**VU** l'avis réputé favorable de la Direction Régionale des Douanes de Provence, consultée par courrier en date du 23 mai 2024,

**VU** l'avis favorable du Conseil Portuaire du Toulon - La Seyne-Brégaillon du 6 juin 2024,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

A compter de la date de signature du présent arrêté, l'instruction des propositions de tarifs des droits de ports applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2024 de la concession plaisance du port de Toulon - La Seyne-Brégaillon est clôturée.

### **ARTICLE 2**

Les droits de port entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2024, et seront publiés dans deux journaux locaux et affichés sur place.

### **ARTICLE 3**

Cet arrêté ainsi que les tarifs de droits de ports applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2024 de la concession plaisance du port de Toulon - La Seyne-Brégaillon seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées de manière très apparente et aux endroits déterminés par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, concessionnaire. Le concessionnaire, responsable de cet affichage, veillera à leur conservation et à leur remplacement autant que nécessaire.

## **ARTICLE 4**

Madame le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **18 JUN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



1905 JUL 31